

BURUNDI

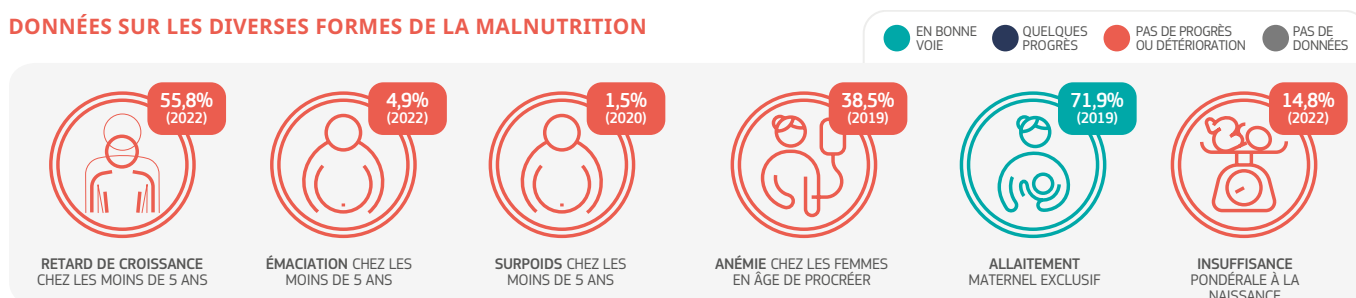
Situation nutritionnelle au Burundi

EN RÉSUMÉ

La population du Burundi était estimée à 13,1 millions d'habitants en 2023 et devrait atteindre plus de 15,6 millions en 2030¹. Plus de la moitié des enfants de moins de 5 ans souffrent de retard de croissance, un des taux les plus élevés au monde. Cette situation critique pèse lourd sur les perspectives de développement du pays. Le Burundi fait face à de nombreux défis: une forte densité de population vivant majoritairement de l'agriculture et dont les revenus sont insuffisants pour accéder à une alimentation équilibrée², un système de santé sous-dimensionné et des infrastructures WASH insuffisantes et inégalement réparties au sein du territoire, des déplacements de population importants et des chocs climatiques,

épidémiques, épizootiques et phytopathologiques qui déstabilisent les efforts de développement. L'alimentation de la majorité de la population reste peu diversifiée, particulièrement dans les zones rurales où la pauvreté est répandue. Les inégalités de genre, et notamment l'accès discriminatoire des femmes à l'éducation, pèsent également lourdement sur les indicateurs de nutrition³. Avec un indice d'égalité de genre de 0,498, le pays se place au 128ème rang sur 166 pays évalués (2022). Les efforts de lutte contre la malnutrition, principalement menés via les secteurs de la santé et du développement rural⁴, apportent des résultats encourageants mais restent toutefois insuffisants au regard des enjeux.

DONNÉES SUR LES DIVERSES FORMES DE LA MALNUTRITION



GOUVERNANCE NUTRITIONNELLE

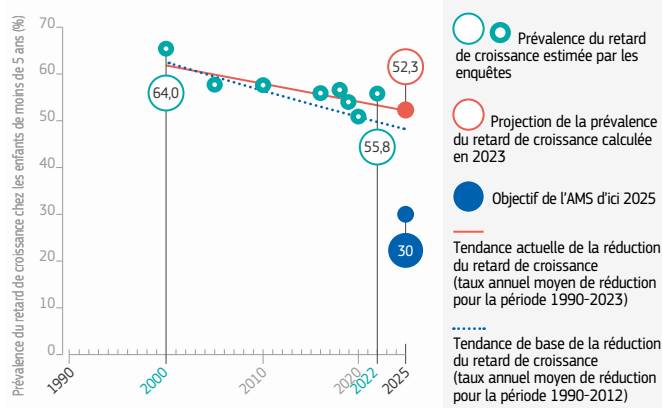
- Adhésion au mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) en 2013 et développement d'une feuille de route multisectorielle pour renforcer la lutte contre la malnutrition.
- Relance d'une plateforme multisectorielle de sécurité alimentaire et de la nutrition par un décret du 13 avril 2019. Cette plateforme est aujourd'hui opérationnelle et ancrée au sein de la Primature.
- Un Plan National Multisectoriel pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition 2019-2023 a été adopté et lancé officiellement le 16/12/2020 par ladite plateforme.
- La lutte contre la malnutrition est un domaine prioritaire de la Politique Nationale de Santé (2016-2025) qui prévoit la mise en place d'actions dans le secteur à travers le programme national intégré d'alimentation et de nutrition.
- La fortification est obligatoire pour la farine de blé (depuis 2015), pour la farine de maïs (depuis 2015), pour l'huile (depuis 2015) et pour le sel alimentaire (depuis 1992).

Exemple de soutien de l'UE

Le Programme Développement Rural et Nutrition de la Mesure d'appui à la Résilience (TUBEHONEZA) mise en œuvre durant la période 2018-2023 dans 14 provinces du pays a touché près de 2,45 millions de personnes parmi lesquelles 163 000 enfants de 6-23 mois qui ont reçu une supplémentation nutritionnelle et 114 000 enfants malnutris qui ont été référés.

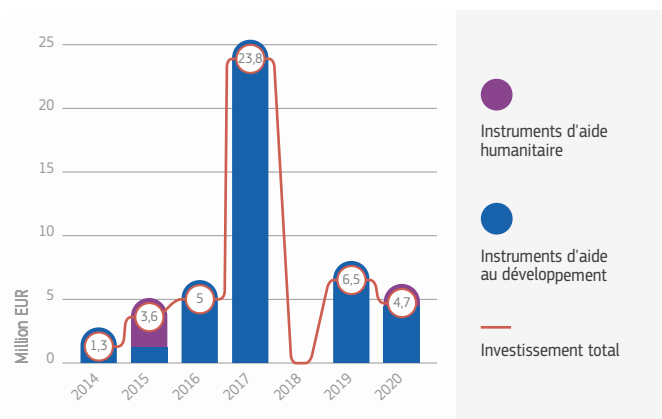
Le programme a notamment permis la mise en œuvre d'actions de communication en faveur de pratiques nutritionnelles adaptées et la prise en charge d'enfants affectés par la malnutrition aiguë modérée via la création de Foyers d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle (FARN/FAN). En outre le programme a financé la construction d'infrastructures d'assainissement améliorées afin de limiter les risques de maladies diarrhéiques qui sont fortement associées à la malnutrition infantile (840 sources aménagées, 87 km d'adduction d'eau potable et 17 000 latrines familiales construites). Plus de 80 % des bénéficiaires ont ainsi vu leurs connaissances en matière d'hygiène et d'alimentation améliorée et les enfants admis dans les FARN ont été guéris.

Progrès sur les deux engagements de l'UE pour la nutrition



TENDANCE, PROJECTION ET OBJECTIFS DE PRÉVALENCE ET DE NOMBRE D'ENFANTS (DE MOINS DE 5 ANS) SOUFFRANT D'UN RETARD DE CROISSANCE.

Le nombre d'enfants affectés par un retard de croissance augmente en raison de la croissance démographique, malgré une légère baisse de la prévalence. Le taux de diminution du nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance a décéléré de 1,05 % en 2012 à 0,68 % en 2022. À ce rythme, près de 1,1 million d'enfants devraient souffrir d'un retard de croissance en 2025. Ce chiffre est nettement plus élevé que la cible de l'Assemblée Mondiale de la Santé fixée à 636 000, et par extension celle du principal indicateur de l'ODD 2.



ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'UE POUR LA NUTRITION 2014-2020 – UN TOTAL DE 44,8 MILLION D'EUROS

Durant la période 2014-2020, l'UE a financé le programme «Appui à la résilience des populations burundaises» qui met en synergie des actions de développement rural, de santé et d'énergie renouvelable. Cette initiative fait l'objet de travaux de recherche opérationnelle afin d'évaluer les impacts sur la nutrition et la résilience. Dans le cadre du programme de Soutien à l'Entreprenariat du Secteur Agricole, en cours de contractualisation, l'UE soutient le développement de filières agricoles porteuses pour la nutrition.

En 2021, une nouvelle phase du Programme d'appui au Secteur de la Santé (PASS) a été lancée. Ce programme de 55 millions d'euros sur 4 ans vise à faciliter l'accès aux services de santé, en particulièrement ceux de santé sexuelle et reproductive. Le programme DUKINGIRE IBIDUKIKIJE, signé fin 2022, prévoit une composante importante WASH sensible à la nutrition. Un nouveau programme «Résilience 2.0», en cours d'instruction, inclut également un volet de santé reproductive et nutritionnelle⁵.

Planification pour la nutrition 2021-2027

Au sommet UNFSS (2021), la feuille de route nationale fixe comme objectif à l'horizon 2027 la création de systèmes alimentaires durables et résilients permettant d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous.

La nutrition fait partie de l'approche à 360 degrés de la stratégie «Global Gateway» de l'UE. Dans un contexte fragilisé par des années de conflits et la récurrence accrue de crises environnementales, l'UE et les États membres présents au Burundi entendent agir sur les causes profondes de la malnutrition via différentes approches multisectorielles coordonnées dans le cadre des Initiatives Équipe Europe.

Dans le cadre du domaine prioritaire 1 «Croissance inclusive», l'UE appuie le développement des filières agricoles dont dépendent la sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays, notamment les filières banane et manioc. Une approche systémique basée sur les principes de la stratégie de la Ferme à la Table est privilégiée afin de renforcer les différentes dimensions des systèmes alimentaires burundais. Capitalisant sur l'expérience acquise durant les actions du 11^{ème} FED, l'UE entend appuyer les opérateurs du monde agricole burundais – agriculteurs et TPME – et contribuer à la création d'un environnement des affaires favorables aux investissements productifs. Afin de préserver les services écosystémiques essentiels à la production alimentaire, les techniques de production respectueuses de l'environnement sont privilégiées et les systèmes de gouvernance des ressources naturelles du pays renforcés.

Dans le cadre du domaine prioritaire 2 «Développement humain», l'UE soutient les systèmes nationaux afin de garantir un accès équitable et non discriminatoire aux services de base revêtant une importance particulière pour la nutrition. La santé – et notamment la prévention et la prise en charge de la malnutrition ainsi que la santé reproductive – est au cœur de ces actions, notamment via le programme Résilience 2.0. L'appui au secteur WASH, mis en œuvre via le programme DUKINGIRE IBIDUKIKIJE, vise la construction et la réhabilitation d'infrastructures d'eau potable et d'assainissement en milieu rural et l'adoption des bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement afin de réduire les maladies entériques qui affectent l'état nutritionnel des enfants. Finalement, les appuis au secteur de l'éducation – enseignement primaire et professionnel – viseront à faciliter l'intégration professionnelle des jeunes avec une attention spéciale pour les filles qui sont lourdement discriminées, facteur contributif à la malnutrition.

1 - World Population Prospects 2022, données estimées de janvier 2023

2 - 92 % de la population n'a pas accès à une alimentation saine et équilibrée. Donnée SOE

3 - De 61 % chez les enfants de mère sans niveau d'instruction, la proportion d'enfants atteints de malnutrition chronique passe à 56 % parmi ceux dont la mère a le niveau primaire et à 40 % chez ceux dont la mère a le niveau secondaire ou plus données EDSB III 2016-2017.

4 - Promotion d'une alimentation riche en nutriments et prise en charge de la malnutrition au niveau communautaire à travers les Foyer d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnel

5 - Les données de cette section excluent certains engagements régionaux, mondiaux et de politique/recherche/information qui n'ont pas pu être ventilés par pays bénéficiaire. La Commission européenne a appliqué la méthodologie du réseau de donateurs SUN pour le suivi des ressources nutritionnelles 2014-2020 et le marqueur de politique nutritionnelle du CAD de l'OCDE à partir de 2021. Les données pour 2022 sont préliminaires